

Impact du nombre d'opérateurs mobiles sur l'investissement

Le fait de savoir si des marchés mobiles plus concentrés peuvent accroître l'investissement dans les réseaux et le bien-être du consommateur est actuellement l'objet d'une controverse publique. Ce débat renvoie à une question ancienne : est-ce qu'accroître le nombre de concurrents aboutit toujours à améliorer la situation du marché, ou bien existe-t-il un seuil au-delà duquel les capacités et les incitations des entreprises à investir diminuent ? La baisse en investissement qui en résulte se fait alors au détriment de l'intérêt général. Autrement dit, peut-il y avoir de l'investissement sans un minimum d'espérance de profit dans des industries innovantes et capitalistiques comme les réseaux mobiles ?

Un rapport de l'[OCDE](#) de 2014 avance qu'un plus grand nombre d'opérateurs mobiles implique plus de concurrence et plus d'innovation au bénéfice des consommateurs. Selon la thèse défendue dans ce rapport, il faut quatre acteurs par marché mobile national au minimum pour engendrer des innovations à moindre prix : les experts de l'OCDE appuient leur thèse sur la préférence des régulateurs européens durant la dernière décennie pour les marchés à quatre opérateurs.

Le consultant [WIK](#) a établi un rapport en 2015 pour le compte de l'OFCOM, qui rejette l'existence d'un lien entre le niveau de concurrence et l'investissement, en s'appuyant sur l'absence de relation linéaire significative entre les dépenses de capital fixe et la concurrence sur les marchés mobiles de 12 pays observés de 2005 à 2013. Par ailleurs, les études de cas présentées par WIK sur des concentrations « de 4 à 3 » ne font pas apparaître d'amélioration de la performance globale des marchés. L'analyse conclue que l'investissement suit un cycle, les investissements courants des opérateurs mobiles étant déterminés par leurs investissements des périodes passées.

Les travaux de [Frontiers \(2015\)](#), n'ont pas mis en évidence d'effets néfastes des fusions sur le bien-être du consommateur au niveau des marchés européens sur la période 2000 à 2014. L'investissement par abonné n'est pas plus élevé dans les marchés à quatre opérateurs que dans les marchés à trois, et les prix ne sont pas plus faibles. De plus, Frontiers présente les raisons pour lesquelles les fusions peuvent accroître les incitations et les capacités des opérateurs à investir. Comme l'investissement est la principale source de baisse des prix unitaires du trafic mobile, Frontiers conclut que les autorités en charge du contrôle de concentration ne devraient pas avoir de présomption contre les marchés à 3 opérateurs.

Plusieurs analyses empiriques récentes ont montré que la relation entre intensité concurrentielle et configuration du marché mobile peut être décrite par un arbitrage devant équilibrer l'intensité concurrentielle statique (*i.e.*, qui réduit le profit des acteurs), avec l'efficacité statique (induite par les gains d'économies d'échelles réalisés par des acteurs de plus grande taille) et l'efficacité dynamique (selon laquelle une meilleure rentabilité permet plus d'investissements dans des technologies plus efficaces). Dans cette optique, les autorités compétentes devraient soigneusement intégrer cet équilibre dans leur méthodologie d'évaluation des marchés, avant de promouvoir l'entrée ou de bloquer des fusions.

Une étude récente de [Genakos et al. \(2015\)](#) portant sur 33 pays de l'OCDE sur la période 2002-2014 conclut que les concentrations « de 4 à 3 » sur les marchés mobiles induisent une augmentation des prix mais également une hausse des investissements. Les fusions asymétriques typiques entre opérateurs de taille modeste peuvent mener à une hausse des prix entre 4% et 7% et à une hausse des investissements entre 7% et 14%. Comme l'investissement est la condition de la diminution future des prix, l'enjeu de la politique consiste à équilibrer ces deux effets.

D'autres travaux étudient les liens entre intensité concurrentielle et dépenses de capital fixe. [Houngbonon & Jeanjean \(2015\)](#) ont mis en évidence une relation en U-inversé entre intensité concurrentielle et investissements en étudiant un panel international de marchés mobiles comprenant un total de 110 opérateurs mobiles sur une période allant de 2005 à 2012. Leurs estimations montrent qu'il existe un niveau d'intensité concurrentielle qui maximise l'investissement des opérateurs mobiles et que ce niveau dépend de la façon dont est mesuré l'investissement. Lorsque l'investissement est mesuré par opérateur, le niveau optimal d'intensité concurrentielle se situe à 60%, c'est-à-dire pour une marge brute avant amortissement de 40% du chiffre d'affaires. Lorsque ce niveau est mesuré par abonné, il se situe à 63%, soit une marge brute de 37% du chiffre d'affaires. Au-delà de ces seuils, toute augmentation de l'intensité concurrentielle conduisant à une diminution du taux de marge brute va faire diminuer l'investissement par opérateur ou par abonné. Les politiques publiques qui ont pour effet de ramener le taux de marge brute en-dessous de ce ratio auront pour effet de faire diminuer l'investissement. Par ailleurs, cette étude démontre que l'effet de long terme de l'intensité concurrentielle sur l'investissement est significatif et est 3 à 4 fois plus élevé que son effet de court terme, ce qui implique que les choix de politique publique qui fixent le niveau d'intensité concurrentielle peuvent avoir des effets persistants.

Une conclusion semblable concernant l'arbitrage entre intensité de la concurrence et investissement a été obtenue de façon indépendante par HSBC (2015), qui a analysé 66 pays entre 2003 et 2013. L'étude constate que les marchés européens se situent en dessous de ce seuil optimal et recommande de restaurer le niveau de rentabilité permettant de relancer l'investissement.

[Houngbonon \(2015\)](#) étudie l'impact de l'évolution récente de la structure du marché mobile en France et en Autriche et montre que l'entrée d'un quatrième opérateur en France a eu pour effet d'augmenter le prix unitaire des services de données mobiles, et de diminuer celui des services voix. En Autriche, la récente concentration de 4 à 3 a eu pour effet de diminuer le prix unitaire des services de données mobiles et d'augmenter le prix unitaire des services voix.

Enfin, une étude récente de l'IDATE (2015)¹ faite sur les l'UE-5, c'est-à-dire les 5 plus grands pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni) souligne que l'Europe est en retard par rapport aux leaders mondiaux de l'industrie mobile, que sont la Corée du Sud, le Japon et les Etats-Unis, en matière de déploiement et d'adoption du LTE, ainsi que de développement des usages mobiles data. L'UE-5 est la seule région qui connaît un déclin des revenus mobiles. L'IDATE explique que cette tendance est due aux choix politiques européens, visant à faire diminuer les dépenses à court-terme, au détriment de l'investissement dans l'innovation. Avec des revenus déclinants et de faibles perspectives de profits, les opérateurs mobiles européens, qui soutiennent le même taux d'investissement en proportion de leur chiffre d'affaires que leurs homologues des pays leaders, ont cependant des niveaux d'investissement bien plus faibles du fait de leur plus faibles revenus. La conséquence en est que le déploiement des technologies très haut débit mobile y est plus lent, qu'ainsi le coût unitaire et par suite le prix unitaire des services de données mobiles y est plus élevé ce qui retarde l'adoption des services les plus récents. Au final, ce sont les consommateurs européens et la compétitivité des entreprises européennes qui pâtissent de cette situation. L'IDATE recommande de remettre l'investissement au centre de la politique européenne, en veillant notamment à restaurer les perspectives de profits des investisseurs de l'industrie mobile.

Ces travaux empiriques remettent en cause l'hypothèse conventionnelle selon laquelle plus d'opérateurs entraîneraient toujours plus d'investissement. L'intérêt récent de la communauté académique pour cette question est bienvenu car il devrait fournir aux autorités de la concurrence des outils pour véritablement analyser l'effet des fusions sur les investissements sans plus se reposer sur des présomptions ou des raisonnements par trop simplificateurs. Dans le cas précis des marchés mobiles européens, il faut prendre acte du consensus autour du fait que la diminution des prix unitaires des services mobiles résulte des investissements et que les concentrations de « 4 à 3 » peuvent libérer l'investissement.

¹ "Mobile operators' investments Europe needs a pro-investment mobile regulatory framework", Whitepaper based on IDATE study for Ericsson and Qualcomm, November 2015.